

M. David MacDonald (Egmont): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le National-Canadien a-t-il pris des mesures pour informer la population de la nature du convoi et des vitesses auxquelles il se déplacera? Je pose cette question à la suite de l'accident survenu hier après-midi.

L'hon. M. Hellyer: La mise en service du convoi, monsieur l'Orateur, a reçu une vaste publicité. Effectivement, la différence entre la vitesse du turbotrain et celle des convois conventionnels n'est pas considérable. Plusieurs de ces derniers, qui circulent sur la même voie ferrée, atteignent presque la vitesse maximum du turbotrain.

La principale différence, pour ce qui est de la durée du trajet entre les deux villes, provient du taux d'accélération et de décélération, qui dépend du poids du train lui-même. Il n'y a donc pas une très grande différence dans les conditions d'exploitation bien que, de toute évidence, le temps d'avertissement donné, avant les passages à niveau, par un train roulant à grande vitesse est plus court que celui donné par un train qui roule plus lentement.

M. Baldwin: Voilà une observation profonde.

LE PÉTROLE

LA SITUATION EN ALASKA ET DANS LE GRAND NORD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): J'ai posé hier une question au premier ministre, au sujet de notre industrie pétrolière. Je lui ai demandé s'il aurait des entretiens avec le premier ministre de l'Alberta et si l'on songeait à entreprendre une étude spéciale pour trouver de nouveaux débouchés au pétrole canadien. Le très honorable représentant s'est-il entretenu avec le premier ministre provincial?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai conféré ce matin avec le premier ministre en question. Il avait sollicité une entrevue et comme il n'a pas manifesté l'intention que l'on révèle le sujet de nos entretiens, je préfère m'abstenir de tout commentaire.

Pour ce qui est de la seconde partie de la question, concernant le pétrole, j'ai discuté avec la chose avec des hauts fonctionnaires et avec le ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Mon collègue aurait-il quelque chose à ajouter?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources):

[L'hon. M. Hellyer.]

Avant de prendre connaissance de la question posée hier par le député, j'avais déjà eu un long entretien avec le président de l'Office national de l'énergie sur les études en cours, notamment au sujet de l'importante évolution actuelle en Alaska. Il m'a fait le rapport suivant:

Le rythme des explorations, surtout dans le Nord, s'est vivement intensifié ces derniers mois et l'industrie se consacre à de nombreuses études...

Voilà qui répond à ses intérêts commerciaux...

... afin de trouver d'autres méthodes pour transporter le pétrole dans les divers marchés si l'avenir prouve qu'elle avait raison de prévoir des ressources pétrolières abondantes et hautement productives. Le contrecoup de ces événements sur les marchés américains qui absorbent présentement du pétrole brut est aussi examiné par différentes compagnies pétrolières, par des conseillers et par des analystes d'investissements. L'Office national de l'énergie...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre, mais il vaudrait mieux, me semble-t-il, fournir ce genre de renseignements à l'appel des motions.

M. Woolliams: J'en conviens, monsieur l'Orateur, mais vu l'importance de cette industrie et la gravité de la situation, j'aimerais que le ministre fasse demain une déclaration à l'appel des motions. J'aimerais aussi connaître les efforts qu'on a faits pour munir le président ou le vice-président de l'Office du personnel nécessaire. On nous a expliqué au comité qu'on manquait d'employés et de moyens financiers pour mener cette enquête.

L'hon. M. Pepin: Le président du Conseil du Trésor a déclaré, il y a quelques jours, qu'il examinait la question et je lui ai bien fait comprendre la gravité de la situation. Ce n'était pas nécessaire, mais je l'ai fait néanmoins. En ce qui concerne la formation du comité, je pourrais dire qu'il existe déjà un comité interministériel qui groupe les représentants de l'Office national de l'énergie et des divers ministères qu'intéresse la question du pétrole. Quant à la possibilité de faire une déclaration, j'espère en faire une sous peu.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—L'EXTENSION DE LA POLITIQUE DE CRÉDIT À L'EXPORTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le gouvernement envisage-t-il d'étendre sa politique de crédit à l'exportation afin d'augmenter les ventes de blé?